

# LA ROSE ET LE GOUPILLON...

Après avoir lutté contre le cléricanisme de droite, devons-nous combattre le cléricanisme de gauche?

On ne peut écarter cette éventualité quand on a lu le numéro 5, de décembre 72, de l'organe du Parti Socialiste, *"Le Poing et la Rose"*.

Avant d'analyser les textes qui sont publiés dans ce journal, il semble utile de rappeler quelques notions essentielles.

Le cléricanisme n'est rien d'autre que l'intrusion d'une église, quelle qu'elle soit, dans un domaine où elle n'a rien à faire, celui de la politique.

Une église, ou une secte, sont des organisations hiérarchisées, composées des adeptes d'une même religion. Et une religion, c'est bien plus que la pratique de certains rites, l'adhésion à un dogme, la référence à une foi. A ceux qui partagent des croyances, nous ne dénions pas le droit de se rassembler et de s'organiser. Mais nous pensons qu'à aucun titre l'organisation qu'ils constituent ne peut prétendre jouer le moindre rôle politique.

En effet, la politique est l'expression de la lutte des classes ou, si l'on préfère, de l'opposition d'intérêts qui règne entre les exploités et les exploités.

La politique c'est aussi, bien entendu, l'art de gouverner mais l'on ne gouverne qu'en tenant compte des réalités économiques et sociales de la société dans laquelle on se trouve et donc des antagonismes de classes qui s'y exercent. L'action politique s'incarne dans des partis car c'est une nécessité pour elle et une condition d'efficacité que de s'appuyer sur des structures. Et le gouvernement lui-même n'exerce l'action dirigeante qu'au nom d'une classe dominante.

## UNE DIFFÉRENCE DE NATURE

On constate immédiatement qu'il y a une différence de nature entre le dogme, fondement des religions et des églises, et le programme politique, le premier sa place sur le plan de l'absolu alors que le second ne vise qu'à la défense des intérêts dont il est l'expression.

Il est facile d'en déduire que, dans la mesure où une église s'érige en force politique, le programme qu'elle défend prend appui sur le dogme qu'elle incarne et tend à s'identifier à lui: la porte est alors ouverte au cléricanisme, même si l'église n'agit pas directement sur le plan politique mais par organisation interposée.

Et à supposer même qu'il puisse être libéral, le cléricanisme constitue une menace permanente contre les droits et libertés politiques de ceux qui n'adhèrent pas à ce dogme, qui n'appartiennent pas à l'église qui l'incarne ou qui, plus simplement, combattent ses options politiques puisque celles-ci sont en quelque sorte sacrées. C'est une forme, et non la moindre, du totalitarisme.

Tel est le sens de notre laïcité: elle constitue pour tous la garantie de la libre adhésion aux croyances de leur choix mais elle marque en même temps la limite qui sépare l'action politique de la liberté religieuse.

Cependant, entre politique et religion, se situe la morale qui ne constitue le fondement ni de l'une ni de l'autre mais au contraire est la conséquence de l'une et de l'autre. En effet, toute politique est liée, en fonction des objectifs qu'elle poursuit, à une certaine vision de l'homme, de même que toute religion projette une image de l'homme en fonction du dogme sur lequel elle repose.

Religion et politique peuvent donc se rencontrer sur le terrain de la morale et on sait d'expérience qu'il n'est pas de terrain plus mouvant que celui-là: il suffit pour s'en convaincre de s'en référer à l'histoire.

Le cheminement du cléricalisme passe donc nécessairement par le sentier de la morale parce que c'est le seul par lequel il peut atteindre au politique.

Ainsi, comme le cléricalisme de droite, c'est au nom des valeurs morales que le cléricalisme de gauche entend faire son entrée sur la scène politique.

Le premier défendait la morale de la propriété, le second la morale de la justice.

Le premier défendait une organisation sociale fondée sur l'obéissance, le second un ordre établi sur la responsabilité.

Le premier défendait au nom de la morale, l'ordre établi, le second justifie, au nom de la morale, la «révolution».

Le premier était ouvertement du côté de la classe au pouvoir, le second tout en défendant les mêmes intérêts prétend le faire au nom de la classe ouvrière.

La morale dont il se réclame, comme toute morale d'ailleurs, est une morale de circonstance. Mais le dogme, lui, reste intangible: nul n'en parle mais il reste la toile de fond devant laquelle s'agitent les personnages.

Car ce n'est pas le moindre paradoxe que de voir les assemblées actuelles de l'épiscopat rendre publiques des déclarations qui toutes ont trait à des problèmes politiques ou moraux mais dont aucune ne concerne le seul domaine réservé de la religion, le dogme.

## UNE ÉVOLUTION SUIVIE

Alors, que s'est-il passé depuis quelques années?

Le cléricalisme de gauche a d'abord eu honte de lui-même et il s'est masqué: c'est le sens de la «*déconfessionnalisation*» de la C.F.T.C. Mais on remarquera que la C.F.D.T. aussi s'est d'emblée placée sur le terrain de la morale en faisant référence, dans ses statuts, aux «*humanismes*», notion ambiguë s'il en est. Et la C.F.D.T. tout naturellement est devenue le champion des thèses économiques et sociales inspirées de la morale sociale de l'Église: planification démocratique, socialisme démocratique, autogestion (1).

En quoi ces conceptions sont-elles inspirées par la morale sociale de l'Église? Par le fait qu'elles expriment une vision communautaire de l'organisation sociale: on tente ainsi d'orienter la classe ouvrière vers la collaboration de classes au moment même où elle se trouve engagée dans un combat particulièrement difficile. Car cette conception communautaire est essentiellement ecclésiale: pour le dogme, les hommes ne sont égaux ni en fait ni en droit mais seulement en dignité devant Dieu. Membres d'une

(1) Quelques extraits des statuts de la C.F.D.T. Un préambule précède les statuts tels qu'ils ont été adoptés en 1964: «*La Confédération affirme sa volonté d'être une grande centrale démocratique répondant pleinement aux aspirations des travailleurs. Soulignant les efforts des différentes formes d'humanisme, dont l'humanisme chrétien, à la définition des exigences fondamentales de la personne humaine et de sa place dans la Société, elle entend développer son action en restant fidèle à un syndicalisme idéologique fondé sur ces exigences qui demeurent les siennes*». Quant à l'article III, il précise que la C.F.T.C. prend le titre de C.F.D.T.

même communauté hiérarchisée, au sein de laquelle chacun doit œuvrer au bien commun. Ils ont à assumer leurs propres responsabilités, selon le principe de subsidiarité, et recevront en retour la juste récompense de leur peine (2).

Il y a pire: la réussite de l'expérience C.F.D.T. a donné de l'audace aux militants de l'Action Catholique, qui, dans une seconde phase, ont commencé à investir les organisations laïques et les partis politiques ouvriers ou tout au moins le P.S., car on ne peut guère reconnaître au P.S.U. le caractère d'un parti ouvrier. Quant au P.C.F., il est trop bien armé contre de telles tentatives pour que celles-ci puissent même être envisagées.

Il est normal que tout citoyen, quelles que soient ses opinions religieuses, puisse adhérer au parti ou au syndicat de son choix. Mais en l'occurrence il s'agit de tout autre chose: de faire passer dans la vie syndicale et politique les thèses de la morale sociale chrétienne définie par l'Église.

## L'ORDRE MORAL NOUVEAU

Et déjà nous sommes entrés dans une troisième phase: non seulement certaines organisations laïques adoptent des positions telles que l'enseignement public est remis en cause ou tout au moins placé au même rang que l'enseignement confessionnel, mais encore l'action politique de l'Église est reconnue par le *Parti Socialiste* comme nécessaire et bénéfique.

Et c'est ici que nous nous en référons au «*Poing et la Rose*» de décembre 1972.

Ce journal publie en effet un compte rendu du colloque organisé entre des responsables du P.S. et des militants d'*Action Catholique*, un pasteur protestant, des représentants de la hiérarchie catholique.

La première caractéristique de ce colloque est de se placer d'abord sur le plan de la morale, celle-ci étant présentée comme l'inspiratrice de l'action politique. La politique ne serait donc qu'un sous-produit de la morale en attendant de devenir un sous-produit du dogme, à plus ou moins long terme.

Au nom des valeurs morales, on souligne la convergence des courants chrétiens et socialistes convergence que marque «*l'évolution considérable*» de l'église et à laquelle doit correspondre une évolution semblable du socialisme afin de permettre aux deux «*projets*» de «*se recouvrir*» le cas échéant.

Nous citons quelques extraits des déclarations des membres du P.S. qui marquent ce glissement du plan politique au plan moral sinon mystique:

CHEVÈNEMENT: «*Il y a dans l'engagement socialiste une dimension qui est celle du pari des chrétiens. Je me demande si ce n'est pas cette dimension qui a manqué au marxisme et qui est l'apport essentiel des chrétiens d'aujourd'hui. Cette dimension ne doit empêcher en rien un sens très aigu de la responsabilité*».

MAUROY: «*Il y a un élan naturel, une foi, qui dépasse vraiment le dévouement à une cause immédiate et qui se situe à un niveau de spiritualité inséparable du socialisme*».

EYQUEM: «*Le socialiste milite parce qu'il souffre de la souffrance des autres*».

(2) Les principes d'humanisme de la C.F.D.T.: les encycliques sociales du Vatican. Pour la claire compréhension des choses, voici quelques extraits de l'Encyclique *Rerum Novarum*, contenu de l'article 1er des statuts de la C.F.T.C. mais qui sont tout autant ce fameux «*Humanisme chrétien*» auquel se réfèrent les principes de la C.F.D.T.

«*Le premier principe à mettre en avant, c'est que l'on doit accepter cette condition de la nature humaine qui rend impossible dans la société civile, l'élévation de tous au même niveau.*

*En premier lieu, il faut que les lois publiques soient pour les propriétés privées, UNE PROTECTION ET UNE SAUVEGARDE.*

*L'erreur capitale, c'est de croire que les deux classes sont ENNEMIES nées l'une de l'autre, comme si la nature avait armé les riches et les prolétaires pour qu'ils se battent mutuellement dans un duel obstiné. C'est une aberration, car ces deux classes sont destinées par nature à S'UNIR HARMONIEUSEMENT dans un parfait équilibre.*

HERNU: «*Peut-être le socialisme est-il en train d'aller du collectivisme à la personne tandis que l'Église va de la personne au collectivisme, ce qui fait que les deux chemins tendent à se rencontrer*».

PONCET: «*Les chrétiens d'avant-garde entrent en politique un peu comme on entre en religion: motivés par leur foi religieuse, voyant dans le socialisme l'accomplissement de leur christianisme, ils y apportent leur générosité mais aussi tout le poids de leurs antécédents religieux. Comme la religion, la politique leur apparaît comme un absolu et ils y transposent certaines des valeurs auxquelles ils se sont jusque-là référés*».

FAJARDIE: «*Ce que nous pouvons dire c'est que le socialisme est un humanisme c'est-à-dire qu'il donne la prééminence à l'individu humain et que le matérialisme ne l'intéresse que dans la mesure où il favorise le développement de l'homme*».

De là à faire du socialisme un moyen de la rédemption du genre humain, il n'y a qu'un pas à franchir.

Sans aller encore jusque-là, on n'en souligne pas moins la «*marche irrésistible*» vers une convergence des positions et cette double évolution est portée à la hauteur d'une nécessité historique'.

Où doit conduire cette convergence? C'est François MITTERAND qui le dit en tirant les conclusions du colloque dans un article intitulé: «*Dialogue largement ouvert*» que nous publions par ailleurs intégralement, en soulignant les passages les plus significatifs.

## **LA CHARTE D'AMIENS**

En pesant nos mots, nous disons qu'un tel article constitue une forfaiture.

Il est faux de faire du Christianisme le précurseur du Socialisme, de dire que les deux projets peuvent se recouvrir et qu'ils ont le même but.

Il n'y a entre eux aucune commune mesure et si des aspirations communes s'expriment sur le plan moral c'est par une rencontre dont il ne faut pas tirer de conclusions hâtives.

Il est faux que le Socialisme ait besoin de l'apport du Christianisme et que le Personnalisme de Mounier puisse l'aider à mieux se comprendre et se réaliser.

Il est faux que l'autogestion, la planification démocratique et l'insertion des syndicats, c'est-à-dire leur intégration, s'inscrivent dans une perspective socialiste, c'est-à-dire dans une perspective de libération de la classe ouvrière.

Il est faux de prétendre que nous vivons en communauté. Et il est faux d'écrire que le problème de l'école constitue un petit contentieux.

Il est faux que les chrétiens aient droit, dans le combat politique, à des égards particuliers.

Il est faux que le socialisme ait besoin de renouveler ses valeurs fondamentales.

Mais il est vrai qu'en le «*renovant*», on veut le trahir. Il est vrai qu'on ne minimise les problèmes, comme celui de l'école, que pour mieux aider l'Église à leur apporter ses propres solutions, en raison, bien entendu, des égards particuliers qui lui sont dus.

Il est vrai que dans la conception communautaire s'inscrivent la planification démocratique, l'autogestion, l'insertion des syndicats, c'est-à-dire la collaboration de classes qui constitue le fond de la morale sociale de l'Église.

Et il est faux qu'un tel «*projet*» se place dans la perspective de la libération de la classe ouvrière.

On ne peut réduire le socialisme à des valeurs morales, pas plus que le christianisme d'ailleurs.

Nous, syndicalistes, nous sommes directement concernés par cette évolution vers le cléricalisme de gauche.

Nous pouvons, avec les travailleurs chrétiens, parce qu'ils sont des travailleurs comme les autres, nous battre sur le terrain de classe pour arracher des libertés qui nous appartiennent à tous et sont également précieuses à tous.

Et en cela nous demeurons fidèles à la *Charte d'Amiens* qui déclarait:

*«Le congrès affirme l'entière liberté pour le syndiqué de participer, en dehors du groupement corporatif, à telles formes de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander, en réciprocité, de ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'il professe au dehors».*

Et nous n'entendons pas solliciter l'appui d'organisations n'ayant rien de commun avec la classe ouvrière:

*«L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes».*

Depuis Pelloutier, cette évidence n'a pas varié.

**Pierre MARTIN, Alexandre HEBERT et Philippe DEHAN.**

-----